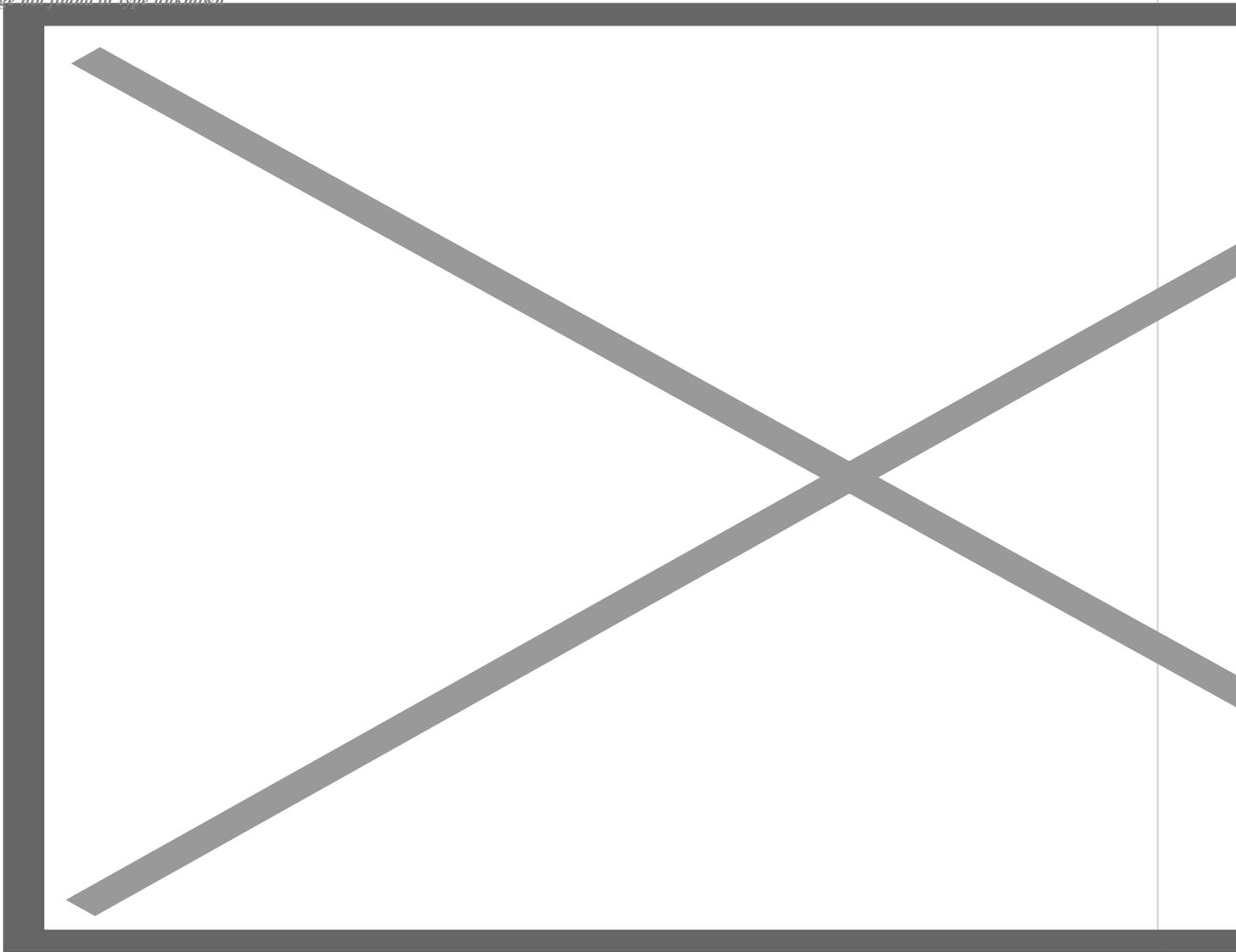


Hiver de grèves au Royaume-Uni

Image not found or type unknown



Par Roberto Morejón

Alors que le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, vient d'atteindre ses cent premiers jours au pouvoir, le Royaume-Uni fait face à un hiver où les températures sont élevées sur le plan social, ce qui contraste avec le froid glacial qui caractérise la nation européenne à cette période de l'année.

À la suite de ce qui s'est passé au cours des huit derniers mois, de plus en plus de secteurs de travailleurs publics se joignent aux grèves et d'autres prévoient les leurs pour février et mars.

Les infirmières, les cheminots, les enseignants, les kinésithérapeutes et les ambulanciers, entre autres, se sont mis en grève ou envisagent de le faire.

La confédération syndicale TUC évalue les troubles actuels comme les grèves les plus importantes depuis 2011, auxquelles le gouvernement conservateur avait réagi durement.

Face à l'agitation des employés publics, le dialogue avec les syndicats reste dans l'impasse.

Les syndicats invoquent la baisse du pouvoir d'achat des salaires et des pensions dans un contexte de hausse des prix de 10,5 %, d'où la demande d'une augmentation des salaires et d'un arrêt de la réforme du travail poussée par les locataires du 10 Downing Street.

Dans un pays où, à l'occasion du troisième anniversaire du Brexit, seuls 20 % des Britanniques considèrent que le processus est en bonne voie, le gouvernement a présenté une réforme du droit du travail visant à imposer des niveaux de service réduits limitant la possibilité de futures grèves.

Des organisations syndicales disent ne pas comprendre l'attitude du gouvernement alors qu'un nombre croissant de Britanniques doivent se tourner vers les soupes populaires pour satisfaire leurs besoins alimentaires.

Dans le nord de l'Angleterre, un enfant sur trois vit près du seuil de pauvreté.

En pleine crise, plus d'un analyste met en garde contre ce qu'il décrit comme l'épuisement du parti conservateur au pouvoir après cinq mandats et douze années d'austérité.

Cet impact n'est pas ressenti par les riches, puisque le débat public dénonce des cas alarmants d'évasion fiscale de la part de particuliers fortunés et de multinationales.

En outre, le Fonds monétaire international a prédit que le Royaume-Uni sera le seul pays du groupe des sept nations les plus industrialisées dont l'économie se contractera cette année.

Si l'intransigeance officielle se poursuit et que l'arrêt de travail annoncé par d'autres syndicats se concrétise, le Royaume-Uni se dirige vers un moment où les électeurs pourraient se demander s'ils doivent passer la facture aux conservateurs lors des prochaines élections.



Radio Habana Cuba